

MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle

- = Une crise bancaire « quasiment » assurée p.2
- = Combien de temps Poutine et les pays de l'OPEP pourront-ils tolérer un cours de moins de 100 dollars pour leurs barils de pétrole? p.4
- = Les pétroles offshore et « non conventionnels » n'empêcheront pas le pic pétrolier p.6
- = **CO2: Un nouveau record à 396 ppm** p.9
- = Sanctions européennes; jusqu'au bout de l'absurde p.12
- = Europe : OÙ EST LA PORTE DE SORTIE ? p.13
- = « Mensonge d'État. Ne soyons pas complices !... » p.15
- = BCE : Un nouveau jeton dans le manège ? p.21
- = Sécurité bancaire et numérique : ce que vous ne savez pas p.23
- = La livre sterling face à l'euro : un parcours inattendu p.25
- = Les 5 niveaux de préparation du survivaliste p.27
- = 'La France pourrait être mise sous tutelle, comme la Grèce ou le Portugal' p.30
- = Jacques Attali : “Nous ne sommes pas loin de la Révolution” p.31
- = Mais où sont donc les voitures volantes que l'on nous promettait? p.32
- = **Comment fonctionne la monnaie ?** Les conséquences de la monnaie fiduciaire p.34



VIDÉO du JOUR

BFM, Le face à face avec Jacques Sapir

Pour Sapir, la politique monétaire peut aider mais ne peut pas faire « la relance » car c'est le rôle de la politique budgétaire et l'Allemagne va continuer à dire aux autres pays d'abord de poursuivre leur réforme avant que l'on change ou que l'on modifie la politique monétaire.

Pour Sapir, il n'y a plus aucun mécanisme d'ajustement économique disponible dans notre pays et la situation ne peut que se dégrader.

Charles SANNAT



Jacques Sapir VS Pierre Barral: Comment relanc...

http://www.dailymotion.com/video/x25j6nk_jacques-sapir-vs-pierre-barral-comment-relancer-la-croissance-en-europe-dans-integrale-placements-09_news?start=3



Une crise bancaire « quasiment » assurée

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 10 septembre 2014

Le Sydney Morning Herald nous mettait ce matin en garde face à un « danger indéniable » dans [Australia to be Hit as Chinese Economy Unravels](#) :

Lors de la conférence de jeudi dernier, l'ancien prévisionniste en chef du gouvernement fédéral, Quentin Grafton, expliquait que le prix du minerai de fer n'avait que peu de chances d'enregistrer une reprise prompte, ce qui devrait peser lourdement sur l'économie australienne en 2015.

« Il ne s'agit pas là d'émettre des prévisions catastrophes, mais d'observer les risques et les chiffres. Le danger est indéniable », a-t-il précisé.

Il a ajouté que la banque de réserve d'Australie devrait se préparer à des temps difficiles face à la conjoncture économique pénible générée par un marché de l'immobilier excessivement cher et un dollar fort et à la baisse des prix du charbon et du minerai de fer.

Les commentaires de Mr. Grafton viennent s'ajouter à l'anxiété face à l'économie chinoise, puisque le marché de l'immobilier du pays enregistre actuellement son plus gros déclin.

Le prix moyen d'une maison résidentielle chute depuis plusieurs mois en Chine, et son taux de déclin a accéléré entre le mois de juin (0,5%) et le mois de juillet (0,8%), propageant des secousses au travers de l'économie toute entière. Il a perdu 0,6% supplémentaire en août, pour porter le coût moyen des propriétés à 1.737 dollars par mètre carré.

Les problèmes du marché immobilier sont de la plus haute importance pour l'économie chinoise et la communauté globale de l'investissement. N'oublions pas que le secteur de l'immobilier est un facteur économique clé qui a contribué au PIB du pays à hauteur de 15% en 2013.

Les difficultés du marché chinois de l'immobilier ont un impact sur l'économie australienne, puisque l'industrie chinoise de la

construction de propriétés est un gros consommateur de minerai de fer, avec 1 dollar pour 5 dollars d'exportations australiennes.

La chute de la demande et les problèmes de surproduction ont entraîné une baisse du prix du minerai de fer pour le porter jusqu'à un record à la baisse sur cinq ans. Son prix se situe actuellement aux alentours de 84,38 dollars par tonne.

Le prochain record à la baisse pourrait porter le prix du minerai de fer à 76 dollars par tonne, un prix qui n'a plus été vu depuis septembre 2009.

Les pays producteurs de ressources seront les plus fortement touchés

Je me penche sur le problème depuis déjà un certain temps. L'un des premiers à l'avoir fait a été Michael Pettis, de chez China Financial Markets. L'économie chinoise finira par ralentir, cela ne fait aucun doute. Les pays producteurs de ressources comme l'Australie et le Canada en seront les plus fortement touchés.

Une crise bancaire est quasiment certaine en Chine

Voici un article qui a attiré mon attention, non pas pour ce qu'il dit, mais plutôt pour ce qu'il omet de mentionner.

Cet extrait est tiré d'un article intitulé [China banking crisis 'almost certain', warns economist Gabriel Stein](#) :

Selon un économiste du nom de Gabriel Stein, le système financier chinois ne manquera certainement pas d'être frappé par une crise bancaire de grande ampleur.

Gabriel Stein, qui travaille pour le cabinet d'expert-conseil en économie Oxford Economics, a expliqué mardi à Sydney que les autorités chinoises comprennent l'importance des prêts toxiques sur les bilans de leurs banques, et font désormais face à un choix difficile devant la potentielle crise bancaire.

« Nous ne savons pas quand une crise bancaire se développera en Chine, ni comment elle se déroulera, mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'une crise est quasiment certaine », a expliqué Mr. Stein,

professeur à l'Université de Londres ayant travaillé comme économiste en chef pour Lombard Street de 1991 à 2012.

« Les risques financiers sont élevés, et les prêts toxiques sont sous-évalués.

En comparant la situation actuelle à celle d'il y a vingt ans, la croissance du crédit est restée la même. Les autorités chinoises possèdent environ 30% des prêts non-performants du système bancaire, bien qu'elles soutiennent n'en posséder qu'un pourcent ».

Une crise bancaire globale assurée

Gabriel Stein est un optimiste.

Supprimez le mot « quasiment » du paragraphe ci-dessus, et remplacez les termes « en Chine » par « à l'échelle globale », et vous aurez un aperçu de ce que les choses sont vraiment.

Voici ce que ça donne :

« Nous ne savons pas quand une crise bancaire se déroulera à l'échelle globale, ni comment elle se déroulera, mais ce que nous pouvons dire, c'est qu'une crise est certaine ».

Puisque la Fed, la Banque du Japon, la Banque de Chine, la Banque d'Angleterre et quasiment toutes les banques centrales de la planète engagées dans une forme ou une autre de politique d'urgence, puisque les dettes ne seront jamais remboursées, puisque le Japon est enfoncé jusqu'au cou dans l'Abénomie, puisque les produits dérivés et les passifs non capitalisés s'élèvent à plusieurs trillions de dollars, et puisque la BCE ne cesse plus de chercher un moyen de stimuler l'euro malgré ses défauts structurels évident, comment pourrions-nous échapper à une crise financière ?

Combien de temps Poutine et les pays de l'OPEP pourront-ils tolérer un cours de moins de 100 dollars pour leurs barils de pétrole?

par Audrey Duperron · 10 sept. 2014 Express.be



[© - ALEXEI NIKOLSKY / RIA-NOVOSTI / AFP](#)

Le cours du pétrole brut a chuté hier sous la barre psychologique des 100 dollars après la conclusion d'un cessez-le-feu entre les rebelles pro-russes et l'Ukraine qui pourrait signifier la fin des perturbations potentielles de l'approvisionnement en énergie dans la région. Il s'agit du cours le plus bas pour le Brent sur les 16 derniers mois.

[Cependant, le cours du pétrole West Texas Intermediate, le pétrole produit aux Etats-Unis, a chuté à 91,7 dollars le baril](#) sur les derniers jours et il est maintenant proche de la limite psychologique des 90 dollars.

Ce sont de bonnes nouvelles pour les consommateurs à la pompe, mais ces cours risquent de plonger un certain nombre de pays de l'OPEP dans de graves difficultés financières.

[Le tableau ci-dessous a été compilé par le magazine Quartz qui s'est basé sur les données fournies par l'agence de presse Reuters](#) sur la base d'une enquête menée auprès de 9 cabinets de consultants spécialisés dans le domaine du pétrole, des banques et des analystes indépendants. Pour chaque pays, il a calculé le cours auquel le baril de pétrole devrait être vendu pour financer les dépenses publiques de ce pays. On voit immédiatement que pour la plupart de ces pays, le cours minimum souhaitable dépasse les 100 dollars le baril.

Et il y a d'autres mauvaises nouvelles: la croissance économique de la Chine commence à se stabiliser, ce qui implique que sa consommation de pétrole, qui est adossée à l'évolution du PIB, risque elle aussi de se tasser. En outre, des tensions géopolitiques inhabituellement graves en Ukraine, en Irak, en Syrie et en Libye, ainsi que les sanctions infligées à la Russie et à l'Iran, ne semblent pas avoir eu l'influence à la hausse qu'elles auraient dû avoir normalement sur les cours du pétrole. Par exemple, la production en Libye

atteint 720 000 barils quotidiens, malgré les problèmes domestiques, alors qu'elle ne dépassait pas 500 000 barils par jour il y a encore 2 semaines de cela, observe Nick Butler, un cadre qui a travaillé pour BP pendant 29 ans.

Les producteurs de pétrole qui veulent gagner plus d'argent devront donc réduire leurs propres coûts. « Au revoir encore une fois, les jets privés, les dépenses somptuaires et le moelleux du cuir des bureaux de centre ville », ironise Butler.

Une grande partie des pays producteurs de pétrole ne sont pas des démocraties, mais sont dirigés par des dictateurs ou des familles royales. Pour rester au pouvoir, ils sont obligés de consentir des avantages sous la forme de subventions sur les prix de l'énergie (au Venezuela, l'essence coûte moins cher que l'eau), d'emplois fictifs, de primes, etc. Ces subventions ont un coût dont le calcul est assez simple: le nombre maximal de barils qu'il est possible de produire quotidiennement, multiplié par le cours du baril. De cette façon, chaque pays peut calculer jusqu'où il peut aller pour récompenser ses citoyens les plus loyaux.

Ainsi, le président russe Vladimir Poutine a besoin d'un baril à un cours de 110 à 117 dollars pour couvrir les dépenses d'Etat. Lorsque le prix tombe en deçà de 100 dollars, il peut gagner du temps grâce à quelques astuces fiscales. Mais il ne faut pas que la situation perdure. La même chose s'applique à la plupart des autres pays producteurs de pétrole.

Les pétroles offshore et « non conventionnels » n'empêcheront pas le pic pétrolier

Pierre-René Bauquis, Reporterre, mercredi 11 juillet 2012 Source : lemonde.fr



Les nouvelles découvertes ne compensent qu'à moitié la consommation pétrolière : le déficit s'annonce donc inévitable. Le plafonnement de la production se produira d'ici 2020.

Depuis plusieurs dizaines d'années, nous assistons à des batailles d'experts pour savoir si les productions mondiales de pétrole vont atteindre un niveau maximum, à quel moment et à quel niveau. C'est la querelle dite du « *peak oil* » (pic de production).

Essayons d'y voir clair dans ce débat, clé pour notre avenir. Pour cela il faut tout d'abord rappeler quelques points fondamentaux. De 2000 à 2011, la part du pétrole au sein des énergies primaires est passée de près de 40 % à 34 %, celle du gaz de 22 % à 24 %, et celle du charbon de 23 % à 26 %. Le total des énergies fossiles carbonées est donc resté presque constant, passant de 85 % à 84 % du total.

L'incapacité du secteur pétrolier à faire croître ses productions au rythme de la demande potentielle s'est confirmée en 2011. Cette tendance lourde, apparue en 2003, a eu pour conséquence un rééquilibrage de l'offre et de la demande de pétrole par les prix, celui-ci ayant été multiplié par quatre ou cinq sur la période (en gros [passé] de 25 à 125 dollars le baril).

ÈRE DES PÉTROLES DIFFICILES

Le pétrole n'est plus le régulateur physique des variations de la demande énergétique mondiale. Cette relative inélasticité au prix de l'offre pétrolière mondiale depuis le début des années 2000 signifie que nous sommes sortis de l'ère du pétrole bon marché et facile à produire pour basculer dans l'ère des pétroles difficiles et chers, « *non conventionnels* » : offshores profonds (plus de 500 m) et ultra-profonds (plus de 1 500 m), sables bitumineux, pétroles de roches mères dits « *shale oil* ».

Ce basculement confirme que nous sommes désormais proches du maximum soutenable de la production pétrolière mondiale. Ce « *peak oil* » devrait se situer vers 2020 (+ ou - 5 ans) et à un niveau de l'ordre de 100 millions de barils par jour (+ ou - 5 mb/j), tous hydrocarbures liquides naturels confondus, en excluant tous les produits de synthèse ou XtL.

Cette proximité dans le temps rencontre le scepticisme de ceux qui pensent que l'on n'a jamais connu autant de découvertes de gisements nouveaux et une hausse aussi forte des réserves prouvées.

Mais regardons de près ce que l'année 2011 nous a réellement appris. Comme 2009 et 2010, elle a été rythmée par l'annonce d'excellents résultats dans le domaine de l'exploration, en particulier dans les offshores profonds et

ultra-profonds.

Les plus grosses découvertes ont été faites au Brésil, mais aussi dans le golfe du Mexique, au large de l'Afrique occidentale et même en Guyane française. L'exploration à terre a aussi donné lieu à quelques résultats spectaculaires avec la confirmation du potentiel de certains bassins africains internes comme en Ouganda ou au nord du Kenya.

L'ensemble de ces découvertes pour 2011 peut être estimé à 15 milliards de barils, c'est-à-dire du même ordre de grandeur que les deux années précédentes : 13 en 2009 et 19 en 2010. Ces chiffres sont à comparer à la consommation mondiale annuelle, qui est d'environ 30 milliards de barils, soit... le double de ce que nous découvrons.

Par ailleurs, 2011 a confirmé l'importance du potentiel de production de certains réservoirs peu perméables au sein de roches mères. Aux Etats-Unis, les Bakken Shales auront permis au Dakota du Nord de produire plus de 500 000 b/j fin 2011, faisant remonter la production américaine pour la seconde fois depuis 1970. Grâce à quoi le taux d'importation de pétrole brut des Etats-Unis a diminué de 65 % en 2010 à 60 % en 2011.

En gros, les Etats-Unis ont produit en 2011 six mb/j contre 10 mb/j en 1970, et auront importé 8 mb/j.

COMBIEN DE RÉSERVOIRS

En conclure que le problème du pic mondial n'existe plus du fait de ces nouveaux pétroles, c'est franchir un pas que nous pensons irréaliste. La question est de savoir combien on trouvera de réservoirs de ces nouveaux types lorsqu'on en fera la recherche systématique de par le monde. Personne ne connaît la réponse. Mais si on trouve dix ou vingt cas analogues au Dakota du Nord sur la planète, cela ne rehaussera le pic que d'environ 5 mb/j et n'en reculera la date que de quatre à cinq ans.

De plus, il ne faut pas oublier que ces productions de pétrole de roches mères aux Etats-Unis ont bénéficié d'une fiscalité pétrolière très favorable et d'un régime de propriété du sous-sol exceptionnel. Outre-Atlantique, le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol et accepte les nuisances car il y trouve son intérêt.

On peut difficilement extrapoler ces résultats au reste du monde dans lequel l'Etat est propriétaire du sous-sol, tandis que le propriétaire du sol refuse de

plus en plus les éventuelles nuisances auxquelles il peut être soumis sans en tirer aucun bénéfice (même lorsque ces nuisances sont largement imaginaires).

Par ailleurs, l'augmentation des réserves mondiales prouvées pour les trois dernières années provient essentiellement du transfert comptable de ressources connues depuis plus de cinquante ans (pétrole ultralourd et bitumes de l'Orénoque au Venezuela et de l'Athabasca au Canada).

Au total, l'observation de ce qui s'est passé en 2011 ne modifie pas le fait que nous allons devoir faire face à un plafonnement de la production pétrolière mondiale vers 2020, à un niveau proche de 100 mb/j. Grace aux pétroles non conventionnels, ce pic aura très probablement la forme d'un plateau ondulé, comme l'avait prédit en 2009 Yves Mathieu, géologue de l'Institut français du pétrole.

CO2: Un nouveau record à 396 ppm

Laurent Horvath 2000watts.org Mardi, 09 Septembre 2014 Suisse



Nous sommes à deux doigts de passer la limite de cO2 à 400 parties par million. L'OMM (Organisation météorologique mondiale) a annoncé une hausse record dans la concentration des gaz à effet dans l'atmosphère en 2013.

En 2013, en moyenne mondiale, la teneur de l'atmosphère en CO2 était de 396,0 parties par million (ppm), soit 2,9 ppm de plus qu'en 2012, ce qui représente la plus forte augmentation annuelle de la période 1984-2013.

Au rythme actuel, nous devrions dépasser les 400 parties par million en 2015 ou 2016.

Le méthane: Les forages de schistes gros producteurs

Le méthane(CH₄), deuxième plus important gaz à effet de serre, a atteint un nouveau pic en 2013, soit 1824 parties par milliard (ppb). Les énormes fuites de méthane des forages de schiste remet en cause cette technique d'exploitation pétrolière ou gazière. Aux USA, l'administration est en train de pencher sur des mesures afin de limiter ces émanations. Le méthane a une durée de vie d'environ 20 ans.

Quant à la concentration atmosphérique du protoxyde d'azote (N₂O), elle a atteint quelque 325,9 parties par milliard en 2013.

Sanctions européennes; jusqu'au bout de l'absurde

Wikistrike 10 septembre

La dernière décision de l'Union européenne à l'encontre de la Russie étonne par sa stupidité flagrante. L'Union européenne a adopté des sanctions qui ne prendront effet que si le cessez-le-feu ne tient pas.

Premièrement, l'hypothèse la plus probable est que si le cessez-le-feu ne tient pas, ce sera évidemment la faute de la Russie. Non, pas de la Novorossia, mais bien de la Russie.

Deuxièmement, il semble que la possibilité d'une violation du cessez-le-feu par les Ukrainiens n'a même pas été évoquée, ou qu'on l'a rejetée du revers de la main.

Troisièmement, en tenant compte du fait que les Ukrainiens ont littéralement « imploré » l'Occident d'imposer des sanctions contre la Russie, l'Union européenne vient de leur donner le motif tout désigné pour rompre le cessez-le-feu.

Quatrièmement, l'Union européenne semble croire que la Russie craint ses sanctions, même si tous les signes observés auprès des hauts fonctionnaires du Kremlin ou dans l'opinion publique démontrent que les dirigeants russes, pas plus que le peuple russe, ne sont préoccupés par les sanctions de l'Union européenne. En fait, les seules personnes vraiment concernées par les sanctions sont les principaux opposants du président Poutine, c'est-à-dire les

élites libérales pro-occidentales et pro-Union européenne.

Les trois documents importants indiqués à la fin de cet article font ressortir toute la « sagesse » des eurocrates à propos de la question de l'imposition de sanctions contre la Russie.

À la lecture de ces documents, il est clair que les fonctionnaires de l'Union européenne sont tout à fait déconnectés de la réalité ou complètement malhonnêtes. Par exemple, ils parlent de « *l'agression par les forces armées russes sur le sol ukrainien* », même s'ils n'ont pas la moindre preuve de cette « *invasion invisible* », qui, soit dit en passant, est même réfutée par la junte en place à Kiev (afin de pouvoir obtenir un autre prêt du Fonds monétaire international).

C'est à la fois dégoûtant, amusant, pathétique et alarmant, tout dépendant de votre point de vue. Chose certaine, ça manque totalement de sérieux.



Herman Van Rompuy, président du Conseil européen et président du sommet de la zone euro.

Pour parler franchement, tout en reconnaissant que c'est immature de ma part, j'ai hâte que l'Union européenne adopte sa nouvelle série de sanctions. Pourquoi ? Parce que je me réjouis déjà de la panique en Europe quand la Russie rétorquera aussitôt par une interdiction de vol des transporteurs aériens européens au-dessus de son territoire ou, par exemple, en imposant des sanctions contre l'industrie automobile ou aérospatiale. Peu importe ce que les Russes feront, l'Union européenne saura qu'elle s'est tirée dans le pied et sans aucune raison valable.

Encore une fois, je suis tout à fait d'accord avec les sentiments de Mme Nuland à l'égard de l'Union européenne.

Les trois documents de référence :

[1] [Statement by the President of the European Council Herman Van Rompuy on further EU restrictive measures against Russia](#), Conseil de l'Union européenne, anglais, 08-09-2014

[2] [Joint letter by the President of the European Council, Herman Van Rompuy, and the President of the European Commission, José Manuel Barroso, on restrictive measures against Russia](#), Conseil de l'Union européenne, anglais, 05-09-2014

[3] [Réunion extraordinaire du Conseil européen](#) - Conclusions, Conseil de l'Union européenne, français, 30-08-2014.

Source : [The self-evidently absurd « logic » of the EU](#), vineyardsaker, anglais, 08-09-2014

Europe : OÙ EST LA PORTE DE SORTIE ?

10 septembre 2014 par François Leclerc | www.pauljorion.com

La vérité est sans fard : plus le temps passe, moins la stratégie de relance choisie par les dirigeants européens fait ses preuves, et plus elle pose problème. Mais aussi plus le débat entre eux est serré, voire même impossible. Se voulant définitif, le ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble, a fermé hier la porte à toute inflexion de celle-ci : « on ne peut pas acheter des emplois et de la croissance avec de l'argent public », a-t-il magistralement asséné devant le Bundestag, avant d'expliquer que la BCE avait fait tout ce qui fallait, pour signifier qu'elle ne devait pas aller au-delà.

Condamné à le suivre comme son ombre, le ministre français Michel Sapin l'a accompagné dans la conception d'un plan de dynamisation du marché des ABS. Présenté comme allant impulser l'investissement privé, il n'est pas à la hauteur des ambitions prêtées à la BCE, que Manuel Valls, le Premier ministre français, avait auparavant salué à Turin comme « une victoire de la gauche »... Les obstacles s'accumulent : la réglementation Solvency II des assurances devrait être modifiée, et il faudrait passer outre les objections exprimées en Allemagne. La taille réduite actuelle du marché des ABS rend en tout état de cause illusoire d'atteindre le volume d'achat de 800 milliards d'euros...

Comment la tendance pourrait-elle d'ailleurs s'inverser ? La promesse de croissance n'est pas crédible, tandis que les effets récessionnaires globaux de

la politique en vigueur sont garantis. Au mieux, la stagnation et une pression déflationniste durables vont s'installer dans toute la zone euro. A court terme, l'impact des *réformes structurelles* est négatif et celui d'un taux de change plus favorable stimulant les exportations est limité, le modèle allemand n'étant pas reproductible. La relance censée provenir d'un investissement privé qu'il ne suffit pas d'invoquer sera du vent tant que la consommation ne reprendra pas et le chômage ne diminuera pas. Tout cela est connu, mais rien ne change.

En Allemagne – comme d'ailleurs aux États-Unis et au Japon – il est pourtant enregistré, ou souhaité, une augmentation des salaires. Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, évoque même à ce sujet une marge de progression de 3%. Bruxelles l'appuie, ainsi que Peter Praet, l'économiste en chef de la BCE, mais le patronat allemand annonce « des négociations difficiles ». En tout état de cause, un tel traitement de faveur reste inaccessible dans les pays européens sommés de retrouver leur compétitivité, qui ne devront leur salut que dans le strict respect de la discipline budgétaire est-il rabâché.

Les temps s'annoncent difficiles, et pour longtemps, si une porte de sortie n'est pas trouvée. La soutenabilité de la dette – qu'elle soit à dominante publique ou privée suivant les pays – est en question, si un relais de croissance n'est pas trouvé. Or ni le projet très flou de programme d'investissement du nouveau président de la Commission, ni le programme de soutien aux ABS de la BCE, même accouplés, ne seront en mesure de le fournir. S'inscrivant dans le cadre de fortes contraintes politiques, ces initiatives doivent limiter leurs ambitions et il ne peut être allé au bout de leur démarche. Où se trouve alors la sortie ?

Un programme d'achats d'obligations souveraines de la BCE ne la représente pas. Quel pourrait être son effet, les taux obligataires étant déjà à un niveau très faible ? La dépréciation de l'euro n'ayant que des effets potentiels limités sur les exportations en raison de la décélération mondiale ? Si la croissance n'est pas la solution, il ne reste plus qu'à procéder au désendettement, mais comment au vu de l'impasse actuelle ? Sur le papier, les solutions ne manquent pas, mais les appliquer est une autre affaire. Il a été un temps évoqué l'émission de dette perpétuelle – par définition jamais remboursée, mais assortie d'une rente permanente – mais sans lendemain. Restent deux

seules issues : procéder à une restructuration de la dette publique, sous une forme ou sous une autre, ou que la BCE achète massivement de la dette et la conserve à son bilan sans limite de temps.

Les négociations qui vont finir par s'engager avec le gouvernement grec vont être l'occasion de franchir à nouveau le seuil de la première porte. Antonis Samaras, le premier ministre grec, n'a pas craint d'affirmer samedi dernier que la Grèce allait obtenir la « validation officielle » de la viabilité de sa dette, en omettant de préciser que cela résulterait d'un accord de restructuration portant sur son calendrier de remboursement et son taux qui reste à trouver. Tout, à condition de ne pas pratiquer une nouvelle décote dont la BCE serait cette fois-ci la principale victime...

Cette dernière a cependant gravi les premières marches d'un escalier et pourrait continuer. Après avoir acheté sur le second marché des obligations souveraines de pays à qui un coup de pouce devait être donné, la BCE devrait acquérir un gros volume d'ABS, à condition toutefois qu'ils soient émis. Or les banques ne sont pas en manque de liquidités et leur souci serait de se débarrasser en toute simplicité de leurs titres douteux... A défaut de relance, ce plan permettra peut-être de maintenir à flot des entreprises menacées.

Mais si d'aventure l'élan se confirmait, la marche suivante serait un nouvel achat massif, mais cette fois-ci d'obligations souveraines. Une fois au bilan de la BCE, à condition que ces achats soient suffisamment conséquents, la dette publique en circulation pourrait selon cette hypothèse d'école redevenir viable. On croit donc comprendre qu'il faut le briser sans attendre...

Il est peu vraisemblable que ce scénario soit appliqué, à moins d'une très forte détérioration de la situation bouleversant la donne. Même dans ce cas, l'hypothèse d'un éclatement de la zone euro ne peut être exclue, le gouvernement allemand pouvant préférer faire cavalier seul en s'appuyant sur son Hinterland de l'Est européen. Pour ne pas se trouver dans cette situation, il n'y a plus d'accompagnement, de demi-mesures et de jeux d'influence qui tiennent. Mais, bien que les biais s'épuisent, la fuite en avant se poursuit avec pour horizon le pire !

Les murs les plus infranchissables sont destinés à tomber, les tabous les plus solides à être renversés. Ce n'est pas seulement le sort de l'Europe qui est en question, mais celui du capitalisme financier : la dette n'est pas la solution, elle est le problème !

« Mensonge d'État. Ne soyons pas complices !... »

Charles Sannat 10 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Mes amis, aujourd'hui je voulais vous parler des chiffres catastrophiques de l'économie française qui n'ont presque rien à envier aux statistiques nippones... Osons le jeu de maux, ce n'est nippon ni mauvais, c'est horriblement catastrophique, mais vous pourrez bien attendre demain avant que l'on partage ensemble notre petite causerie économique matinale, en plus, tous les jours de nouveaux chiffres sortent... alors laissons reposer un peu la pâte à crêpes.

Finalement, aujourd'hui, je vais vous parler de l'avion malais plein de néerlandais, abattu au-dessus de l'Ukraine, officiellement par un missile russe tiré par on ne sait trop qui et dont certains (suivez mon regard) se sont servis pour voter des sanctions de plus en plus dures à l'égard du grand pays qu'est la Russie (vive la mondialisation, même dans la guerre).

Pour ma belle-mère, Poutine est une ordure !

Il faut dire qu'elle écoute France Inter et regarde le JT de 20 heures alors forcément, elle est très bien informée, ce qui lui permet d'avoir un avis fondé et étayé sur la réalité des choses, comme le fait que Poutine est une ordure et moi, brave imbécile que je suis au dîner de famille, d'essayer d'expliquer avant l'été que peut-être que ce n'était pas aussi simple, qu'il y avait un paquet de rumeurs sérieuses indiquant que l'avion MH17 avait vraisemblablement été abattu par un ou des chasseurs ukrainiens plus que par un tir de missile russe et que Poutine n'avait aucun mobile pour perpétrer un tel crime et que cela ne lui profitait aucunement. « Charles, Poutine est une ordure et tais-toi... » Bon ben d'accord, si France Inter et *Libération* le disent, c'est que c'est vrai...

Je suis, une fois de plus, rentré penaud à la maison sous le regard courroucé de ma tendre et chère épouse qui en disait long, très long... tu ne peux pas te taire ? C'est trop compliqué de la fermer ? Ben... en fait oui, c'est compliqué de se taire lorsque l'on entend de grosses imbécillités... Mais peut-on en seulement en vouloir à nos proches qui entendent ce qu'ils entendent et qui, toute la journée, sont soumis à une véritable propagande, orchestrée, pensée, dirigée et reprise en boucle. Il est dès lors très difficile de ne pas penser

sincèrement que Poutine est une ordure... ce qu'il est peut-être par ailleurs, mais certainement pas de la façon dont on tente de nous le faire croire.

Le vol MH17 a donc été abattu par un vol d'étourneaux russes envoyé du pigeonier du Kremlin en mission suicide !

Ne rigolez pas... D'abord, les étourneaux, cela peut vraiment faire tomber un avion mais généralement en bouchant les moteurs ; pour le moment, aucun étourneau n'a réussi à transpercer la carlingue d'un avion, cependant Poutine, qui est une ordure, a mis au point une arme de destruction massive (raison pour laquelle il faut envahir Moscou) : l'étourneau blindé au bec à l'uranium appauvri (pour plus de force de pénétration dans l'acier). Dressées par le FSB (avant on disait KGB mais c'était quand Internet n'existait pas encore), une centaine d'escadrilles d'étourneaux génétiquement modifiés dans les laboratoires secrets installés sous le Kremlin par cette ordure de Poutine se sont donc envolées sur demande expresse du président russe qui parle l'étourneau. Il leur a dit « décollage immédiat, votre cible c'est l'avion malais, oui là, celui-là qui passe au-dessus de l'Ukraine, comme j'ai envie que les Occidentaux laminent mon économie en prenant des sanctions contre la Russie, il faut tuer au moins 300 innocents ». Fidèles, les étourneaux s'en sont retournés vers leur pigeonier (les grosses boules servant de toit sur la place rouge, vous ne pensiez pas qu'elles étaient là par hasard tout de même ? Non, Poutine, qui est une ordure, s'en sert pour masquer ses rampes de lancement d'étourneaux blindés aux becs en uranium appauvri). Et c'est donc comme ça que le MH17 a été abattu, provoquant la mort de centaines de civils innocents, et ce que je vous dis est LA vérité. Voici la preuve par un article du *Parisien*.

Crash du vol MH17 : l'avion a été abattu par « un grand nombre de projectiles »

La phrase que vous venez de lire n'est pas de moi, c'est le titre de cet article du *Parisien* qui nous apprend que :

« Un mois et demi après le crash du vol MH17, un premier rapport très attendu sur les causes de la catastrophe qui a coûté la vie à 298 personnes lève en partie le voile sur ce qui s'est passé le 17 juillet dans le ciel ukrainien. »

Accrochez vos ceintures mes chers lecteurs et lectrices, lisez bien ceci :

« De nombreux projectiles à haute vitesse » « Le vol MH17 du Boeing 777-200 opéré par la Malaysia Airlines s'est disloqué en vol, résultant probablement de dégâts structurels causés par un grand nombre de projectiles à grande vitesse qui ont pénétré l'avion depuis l'extérieur », a révélé le Bureau d'enquête néerlandais pour la sécurité (OVV), qui dirige et coordonne des équipes internationales pendant l'enquête. Ces conclusions sont notamment basées sur les éléments tirés des boîtes noires de l'appareil, de photos, vidéos, ou de données des autorités aériennes. »

Vous irez lire la suite de cet article si cela vous chante mais en substance, sachez que l'avion MH17 « a été abattu par un grand nombre de projectiles », ce qui contredit légèrement mais alors juste un peu la grande thèse officielle soutenue jusqu'à présent par les mamamouchis occidentaux qui expliquent à l'envie que Poutine est une ordure et que le MH17 a été dézingué par un missile russe.

Le problème d'un missile c'est qu'il forme un seul projectile et que les grands nombres de projectiles, en général, c'est du « mitraillage »... Genre par un ou des chasseurs ukrainiens... ceux justement dont on sait qu'ils volaient à proximité du vol MH17 dès le jour même... Mais que voulez-vous, toutes les belles-mères de France doivent penser que Poutine est une ordure histoire d'accepter d'envoyer leurs gendres à la guerre le long de la Bérézina, ce que ferait la mienne sans sourciller sous réserve que je ne revienne pas du front mais que ma future veuve touche bien la pension de veuve de guerre.

Bon, on vous expliquera doctement que, dans les missiles russes, il y a également tout plein de petites billes d'acier et de becs d'étourneaux capables de faire des impacts multiples, ce qui est parfaitement vrai soit dit en passant (ogive à fragmentation) mais ces petits projectiles laissent des traces et l'on sait parfaitement les retrouver et les analyser. Ce qui fait penser que ce n'est pas le cas ici c'est que justement le rapport officiel est très vague car les conséquences diplomatiques peuvent être « incalculables »... Néanmoins, les experts savent très bien quels projectiles ont été retrouvés, ne pas le dire est un aveu en soi et du coup, je saute allègrement le pas, quitte à me tromper... mais je ne le pense pas.

La Russie détient des ADM nouvelle génération des étourneaux blindés !

Revenons donc à cette histoire d'étourneaux, vous comprendrez à propos de volatiles que l'histoire officielle bat comme qui dirait un peu de l'aile, du coup il va falloir habiller tout ça pour que Poutine (qui est une ordure) soit toujours le responsable de cette catastrophe, quoique maintenant nos mamamouchis s'en fichent dans la mesure où, sur un mensonge d'État, ils ont sanctionné la Russie et son peuple. Alors si ma belle-mère entend des histoires à dormir debout dans les prochains jours sur France Inter (comme par exemple des étourneaux dressés par Barbe bleue dans la tour nord du Kremlin pour attaquer les avions malais au-dessus de l'Ukraine), il serait souhaitable que, comme tous les citoyens de ce pays, elle fasse preuve de retenue dans ses jugements et d'esprit critique.

Les mensonges deviennent la vérité

N'avons-nous donc rien appris depuis le nuage radioactif qui s'est arrêté à la frontière ? Comment peut-on croire aussi naïvement ? Comment ne peut-on pas se rendre compte de la propagande à laquelle nous sommes soumis ? N'a-t-on toujours rien appris des mensonges de l'Irak ? De ceux de la Lybie ? Le mensonge est devenu la base et le ciment de sociétés occidentales à la dérive. Nos élites sont corrompues et néfastes. Les mensonges d'État s'enchaînent au rythme des virages sur une route de montagne. Et nous sommes encore suffisamment naïfs pour vouloir les croire, pour vouloir y croire !

Ces mensonges deviennent des vérités tant ils sont répétés et répétés encore jusqu'à ce qu'ils rentrent dans les esprits de tous, sauf de ces grands malades que sont les derniers des mohicans, les contrariens, les dubitatifs, les sceptiques de tous poils qui sont le dernier rempart entre les lueurs de la vérité et les ténèbres des mensonges dans lesquelles on nous enferme.

Mais la nuit finira.

Au fait, vous avez des nouvelles du MH370 ? Oui, c'est ça, celui qui a disparu sans laisser de traces... C'est que quand on fait semblant de chercher au mauvais endroit...

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

La Chine accélère la construction de chemins de fer

Eh oui, ils sont beaux les TGV chinois qui sont en fait la copie officielle des TGV français que nous ne vendons plus à la Chine puisque désormais, ils les fabriquent eux-mêmes, voire même les exportent...

Charles SANNAT

BEIJING, 9 septembre (Xinhua) – La Chine a accéléré la construction de chemins de fer pour atteindre ses objectifs annuels, selon les dernières données.

Les investissements en actifs fixes dans le secteur ont bondi de 20 % sur un an pour atteindre 405 milliards de yuans (65,83 milliards de dollars) au cours des huit premiers mois, selon les statistiques publiées mardi par la société des chemins de fer de Chine (SCC).

La SCC a déclaré avoir réuni les capitaux nécessaires pour les investissements restants et être confiante quant à la réalisation des objectifs de construction.

Début 2014, la Chine s'est fixée comme objectif d'investir 800 milliards de yuans dans la construction ferroviaire afin de mettre en service 7 000 km de voies ferrées et de lancer la construction de 64 nouveaux projets ferroviaires cette année.

En août, 46 des 64 nouveaux projets avaient été approuvés et 14 chemins de fer étaient entrés en service. Les projets restants devraient être achevés dans les délais prévus.

Russie-Chine : 32 projets d'investissement conjoints à l'étude

La Russie bascule vers l'Asie et vers la Chine sous l'amicale pression de l'Occident. Ce mouvement se poursuit donc et s'amplifie comme prévu. Nous assistons à la naissance d'un nouveau bloc et d'une nouvelle alliance, et rien ne dit que nous pourrions résister facilement au poids économique de « l'Eurasie ».

Charles SANNAT

PEKIN, 9 septembre – RIA Novosti

La commission russo-chinoise pour la coopération d'investissement créée ce mardi à Pékin a examiné 32 projets dont certains coûtent près d'un milliard

de dollar, a annoncé le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov. « Il s'agit de l'infrastructure des transports (chemins de fer, routes), des sites pétrochimiques, de la production et transformation des minerais, de leur exportation via l'Extrême-Orient, du développement du secteur agroalimentaire », a précisé le vice-premier ministre russe.

« Nous avons examiné l'infrastructure de la coopération d'investissement russo-chinoise, les moyens d'élargir les échanges en roubles et en yuans, la coopération bancaire », a noté M.Chouvalov.

La Russie et la Chine ont créé une commission intergouvernementale pour la coopération d'investissement conformément à une entente intervenue en mai dernier.

[Source ici](#)

[**MH17 : Ukraine, Malaisie et Pays-Bas ont pu s'entendre pour taire les causes du crash**](#)

Non, ce n'est pas possible... nous sommes tellement « démocrates » et Poutine est une telle ordure... vraiment, impossible, quoi que... Pour ceux qui ne l'auraient pas fait, je vous conseille de lire l'édito du jour.

Charles SANNAT

MOSCOU, 9 septembre – RIA Novosti

Il est possible que l'Ukraine, la Malaisie et les Pays-Bas se soient entendus pour ne pas dévoiler certains faits sur le crash du Boeing malaisien dans l'est de l'Ukraine, estime l'ancien agent de la CIA Ray McGovern.

« On a l'impression que l'Ukraine, la Malaisie et les Pays-Bas se sont entendus pour passer sous silence les preuves à leur disposition », a déclaré Ray McGovern dans une interview accordée à la chaîne russe Rossia24.

« Pourquoi tout le monde garde le silence ? Je soupçonne que les USA et la Russie savent parfaitement ce qui s'est produit. Quant à Porochenko et ses conseillers – peut-être que oui, peut-être que non. J'ignore dans quelle mesure ils ont été informés sur ce que faisaient des systèmes antiaériens et des avions Su-25 dans la zone du crash », a déclaré l'ex-analyste de la CIA.

« Nous avons besoin de réponses, et certainement pas de jouer à « celui qui ment le premier gagne », estime McGovern. Ce dernier rappelle que quelques jours après la catastrophe, le secrétaire d'État John Kerry avait accusé la

Russie de cette tragédie.

En commentant le crash de l'avion de ligne malaisien et les déclarations de Washington sur la présence de militaires russes en Ukraine, McGovern a mis l'accent sur les photos diffusées par le département d'État américain. « Les photos montrées, si elles sont réellement utilisées à titre de preuve, témoignent de la position délicate dans laquelle sont les agents du renseignement. Elles ne prouvent rien », dit-il.

L'ex-analyste de la CIA est convaincu que les renseignements américains et russes disposent d'autres moyens bien plus efficaces. « Pourquoi les États-Unis ne peuvent-ils pas prendre certaines photos satellite, flouter certaines images s'ils veulent vraiment protéger certains paramètres, puis les rendre publiques ? », souligne McGovern. « À mon avis, cela indique qu'ils n'ont rien de mieux que ces photos », pense-t-il. [Source ici](#)

BCE : Un nouveau jeton dans le manège ?

Par Guillaume Nicoulaud. Publié le 10 septembre 2014 [Contrepoints](#)

Les entreprises ne sont pas des organismes monocellulaires qui réagissent mécaniquement aux stimuli de la banque centrale européenne.

« S'il n'y avait qu'un dollar à prêter et si quelqu'un désespérait de l'avoir, le taux d'intérêt serait usuraire. S'il y avait des trillions de dollars de crédit disponible mais si personne, pour une raison ou une autre, ne souhaitait les emprunter, alors les taux seraient à 0,01% comme ils le sont aujourd'hui et l'ont été ces cinq dernières années. »

Cette analyse qui date déjà de quelques mois est de Bill Gross et je n'en ai pas lu de meilleure. Tout est là : le système bancaire est gorgé de liquidités et bénéficie de conditions de refinancement historiquement attractives mais, de toutes évidences, les emprunteurs potentiels – et en particulier les entreprises – ne semblent absolument pas décidés à donner suite aux injonctions de nos banquiers centraux. Non, ils ne veulent pas s'endetter. Non, ils ne veulent pas investir. Non, les dirigeants d'entreprises ne sont pas des organismes monocellulaires qui réagissent mécaniquement aux stimuli du planificateur monétaire.

À titre personnel comme à titre professionnel, ni vous ni moi ne souhaitons accroître notre endettement et il est même fort probable que la plupart d'entre

nous soit dans la démarche exactement inverse. Investir, c'est avant tout un acte de confiance en l'avenir et le moins que l'on puisse dire c'est que l'avalanche fiscale et réglementaire des dernières années n'incite pas véritablement à l'optimisme. M. Draghi pourra baisser le taux directeur de la BCE à 0,01% et laisser libre cours à son imagination en matière de rachat d'actifs, il n'obtiendra pas plus de résultats que ses homologues de la Fed : ce n'est pas en versant plus d'eau dans son abreuvoir qu'on fera boire un cheval qui n'a pas soif.

Et ce, d'autant plus lorsque les réglementations prudentielles édictées par ces mêmes banques centrales incitent les banques à délaisser entreprises et particuliers pour favoriser les emprunts d'État. C'était déjà le cas avec Bâle I et II ; avec Bâle III, c'est pire encore. Si la régulation et la réglementation n'ont manifestement pas permis d'éviter une crise bancaire, il est en revanche tout à fait clair qu'elles sont en train de faire disparaître purement et simplement le métier de banquier. On rappellera ici que si le *shadow banking* existe et se développe, c'est précisément parce que le législateur empêche les banques de faire leur métier.

Que penser, dès lors, des dernières annonces de nos banquiers centraux ? Eh bien, à la valeur de nos monnaies près, pas grand-chose et sans doute même rien. Ça ne fonctionnera pas et le seul effet concret dont ceux qui défendent encore ce type de politiques peuvent s'enorgueillir, c'est la création de la plus gigantesque bulle obligataire jamais observée. Un jour où l'autre, il faudra bien qu'elle éclate ; ce sera, n'en doutons pas, pour nos apprentis sorciers l'occasion de dénoncer les méfaits de la finance dérégulée, le mythe de la main invisible, les ravages de l'ultralibéralisme – que sais-je encore ? – et de réclamer qu'on remette un nouveau jeton dans le manège.

Sécurité bancaire et numérique : ce que vous ne savez pas

Claire Diaz 10 sept 2014 | [La Rédaction](#) | [La Chronique Agora](#)

- *Plus d'un milliard d'internautes touchés par l'attaque de pirates russes, Les Echos, 6 août 2014*
- *Un pirate informatique vole et publie des photos de stars nues, Le Soir, 1er septembre 2014*
- *Marché noir : nous avons sans doute acheté votre adresse e-mail...*

Vérifiez ! Rue89, 5 septembre 2014

▪ **20 millions d'adresses email pour 15 euros... Vous êtes preneur ?**

Jour après jour, nous découvrons que ce que nous pensions être en sécurité est en réalité un vulnérable château de cartes.

L'article paru la semaine dernière sur le site Rue89 est tout simplement effarant. L'équipe du magazine en ligne a réussi lors d'une expédition sur le "*Darknet*" à acheter 20 millions d'adresses e-mail françaises... pour seulement 15 euros !

Oui, vous avez bien lu : 20 millions d'adresses pour 15 euros.

Comme le rappelle le site, il s'agit d'une adresse e-mail française sur deux ou presque ! En quelques clics, les équipes de Rue89 expliquent qu'ils ont trouvé ce fichier de manière excessivement simple... et qu'il n'était pas le seul fichier disponible.

Si les gens comme vous et moi utilisent l'internet "conventionnel", les pirates et autres cybercriminels, eux, utilisent un réseau parallèle appelé le *Darknet*. Il s'agit d'un réseau privé, virtuel et surtout anonyme. A sa création, il servait surtout aux opposants politiques ; aujourd'hui, il est devenu le lieu de rendez-vous des hackers.

Il fonctionne exactement comme "notre" internet et possède des moteurs de recherches équivalents à nos Mozilla, Chrome ou Explorer permettant d'accéder à des sites "cachés".

▪ **Notre vie numérique est attaquée de toutes parts.**

A première vue, le vol de votre adresse e-mail peut être perçu comme anodin, sauf que cela vous rend vulnérable :

- aux spams

– aux tentatives de *phishing*, ces faux-mail officiels que vous recevez de la part d'EDF ou de votre banque et qui vous demandent de "mettre à jour vos coordonnées" pour mieux vous pirater.

– aux attaques par force brute, qui consistent tout simplement, pour le hacker, à utiliser un logiciel pour trouver votre mot de passe et entrer dans vos e-mails.

Il existe cependant des mesures de sécurité très simples pour protéger votre adresse e-mail. Premièrement, changez régulièrement votre mot de passe. Il

est vivement recommandé de changer une fois par mois tous vos mots de passe. Choisissez-en un composé idéalement de huit caractères comprenant des chiffres, des lettres (majuscules et minuscules) et des symboles.

N'utilisez ni votre date de naissance, ni un prénom. Plus votre mot de passe est complexe mieux c'est. Enfin, utilisez toujours des mots de passe différents pour chaque site internet.

▪ **Après votre identité numérique, c'est à votre identité bancaire qu'ils en ont...**

Rue89 le montre très bien dans son expérience : sur le Darknet on peut tout acheter, y compris un numéro de carte bancaire... pour une vingtaine d'euros !

“Certaines annonces proposent ainsi d'acheter des cartes bancaires françaises à l'unité (entre 20 et 30 euros) et de choisir le plafond de dépenses, la marque (Visa, Mastercard), ou la formule (Gold, Platinum...). Ils assurent qu'elle est encore fonctionnelle et proposent même un remboursement si ce n'est pas le cas” ...

Votre sécurité numérique n'est plus assurée : il va falloir prendre très vite des mesures pour vous protéger. Compte en banque, carte bancaire, *smartphone*... les menaces se font de plus en plus insidieuses à mesure que la technologie envahit notre quotidien. Et il va falloir réagir vite, comme je vous l'explique [dans ce rapport très spécial](#).

La livre sterling face à l'euro : un parcours inattendu

10 sept 2014 | [Eberhardt Unger](#) | La Chronique Agora

▪ Alors que le Royaume-Uni se réjouit d'avoir la plus forte croissance économique de tous les pays industrialisés, la croissance du PIB dans la Zone euro est pratiquement à l'arrêt. Par rapport à l'année précédente, le PIB britannique a cru de 3,1% ; la Banque d'Angleterre prévoit même 3,5% pour 2014. Avec 1,6% en juillet, l'inflation reste en dessous de l'objectif fixé de 2%. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, ne craint pas une hausse plus forte du taux d'inflation, mais plutôt une surchauffe du marché immobilier. Cependant, le niveau des prix n'est pas aussi inquiétant que le montant de la dette hypothécaire.

Voilà un mois environ, le gouverneur Carney a présenté une analyse détaillée afin de préparer les marchés financiers à un changement dans la politique monétaire et à une prochaine hausse des taux d'intérêt ("*guidance*"). Compte tenu de la stagnation des taux d'intérêts directeurs du marché monétaire dans la Zone euro, l'écart entre livre sterling et euro est en train de s'agrandir, ce qui augmente la probabilité d'une sterling plus forte.

Toutefois, c'est exactement le contraire qui s'est passé sur le marché des devises : la livre sterling a baissé. Bien qu'il existe plusieurs raisons fondamentales en faveur d'une appréciation de la livre, c'est l'euro qui a augmenté. Les raisons du phénomène sont d'ordre technique. Les investisseurs axés sur la spéculation avaient ajusté leurs positions selon l'orientation induite par le discours du gouverneur, pariant sur une livre forte. Maintenant, ces positions sont supprimées, les bénéfiques sont pris, et la livre chute. Sans cette *guidance*, les cambistes auraient probablement acheté la livre avec des montants beaucoup plus faibles.

▪ **Restons prudents tout de même...**

D'un point de vue long terme, il y a aussi des raisons fondamentales pour ne pas être trop optimiste en ce qui concerne une réévaluation de la GBP. Le dynamisme économique actuel ne sera pas durable car il a été principalement causé par la politique monétaire ultra-expansive. Pour 2015, la Banque d'Angleterre prévoit une croissance du PIB de 2,5%. Les consommateurs ont diminué de moitié leur taux d'épargne, ce qui ne peut pas durer trop longtemps sans mettre en danger l'investissement. Une hausse des taux d'intérêt apportera également des charges plus élevées pour les ménages privés.

De plus, l'économie britannique a toujours des handicaps chroniques tels que les déficits élevés du budget public (environ 6,5% du PIB) et des comptes courants (premier trimestre 2014 : -18,5 milliards de livres, soit 4,4% du PIB), qui s'opposent à la réévaluation de la livre sterling. Dans le commerce international, la Grande-Bretagne est handicapée en raison de la faiblesse de son outil industriel, pas assez développé. L'économie britannique est fortement concentrée sur le secteur des services financiers.

Dans les décennies qui ont suivies la Deuxième guerre mondiale, les banques centrales gardaient le secret sur l'évolution de leur politique monétaire jusqu'à la dernière minute, et leur annonce était une surprise pour les

marchés financiers. Alan Greenspan fut un expert bien connu de cette méthode consistant à ne rien dire avec beaucoup de mots. De nos jours, les banques centrales expliquent leurs plans aux marchés longterm à l'avance : la *guidance*.

Ainsi, elles donnent suffisamment de temps pour que le consensus se forme et s'adapte à la tendance à venir. Cette méthode convient très bien aux spéculateurs, leur permettant d'investir de plus grandes quantités avec plus de sécurité qu'auparavant. Ces montants étant très élevés, la volatilité sur les marchés financiers est également devenue élevée. Cependant, dans le cas où les décisions monétaires attendues d'une banque centrale ne se produisent pas ou sont reportées, le consensus se trouve piégé.

Conclusion : le retour à la normalité de l'économie autorise un changement de politique monétaire. Rien n'a changé à cet égard car ce retour à la normalité implique aussi un retour des problèmes chroniques de la Grande-Bretagne. Ainsi, la livre sterling pourrait, en 2015, continuer à baisser contre l'euro, en direction des 0,85 livres pour un euro.

[Les 5 niveaux de préparation du survivaliste](#)

Les moutons enragés 9 septembre Source: Femininsurvie.blogspot.fr

Même si ce genre de sujet peut sembler ridicule à certains, il fait partie de ces éventualités à ne pas négliger. Pourquoi? Car à l'heure actuelle, nous ne pouvons avoir aucune certitude quand à l'avenir. Aux niveaux géologiques et climatologiques, cela bouge de partout sur la planète, au niveau géopolitique, nous ne sommes pas certains d'échapper à un nouveau conflit stupide et inutile, u niveau financier/monétaire, il n'est pas dit que nous échappions à un remake de 1929 en pire, etc... Et donc, il est intéressant de savoir si nous sommes un minimum prêts à affronter matériellement une éventuelle catastrophe à venir, et je précise bien matériellement, puisque psychologiquement, ce n'est pas sur que nous puissions tous affronter l'avenir...



Les « Preppers » d'outre-Atlantique aiment à considérer qu'il existe 5 niveaux de préparation en terme de survie. Ayant trouvé cette classification plutôt intéressante, je la porte à votre connaissance et la soumetts à votre appréciation...

Ainsi pour le survivaliste de...

Niveau 0 : Chaque urgence est un désastre

- Moins de deux semaines de nourriture dans la maison
- Pas de système de purification d'eau
- Pas de sac d'évacuation
- Pas d'armes défensives
- Aucun moyen de produire sa propre nourriture
- Pas d'or ni d'argent physiques
- Pas de biens tangibles à échanger

Niveau 1 : Peut survivre Deux semaines en cas de désastre mineur

- Possède assez d'eau et de vivres pour deux semaines
- Capable de chauffer son habitation pendant deux semaines au moyen de pétrole ou de bois
- Capable de cuire sa nourriture pendant deux semaines sans utiliser l'énergie électrique
- Possède un kit d'urgence de premiers soins

- Possède pratiquement aucune arme défensive
- Doit abandonner son foyer au bout de deux semaines à cause du manque de préparation

Niveau 2 : Peut survivre Un mois en cas d'urgence

- Possède un générateur et suffisamment de carburant pour un mois complet d'opération
- Possède des armes courtes et longues pour défendre son domicile

- Possède un mois de nourriture en pots ou en conserves
- Possède suffisamment de médicaments pour un mois
- Possède assez de piles pour alimenter une radio portable pendant un mois

Niveau 3 : Peut survivre Trois mois en situation d'urgence

- Possède un garde-manger garni pour le court terme
- Possède un système de purification d'eau
- Possède pratiquement une arme pour chaque membre de sa famille
- A mis en place un système de surveillance du quartier entre voisins ou une rotation à son domicile 24h/24
- A stocké suffisamment de bois pour se chauffer et cuisiner pendant trois mois
- Possède un système de communication qui lui permet de capter les nouvelles locales et internationales
- Possède l'équipement pour lui permettre de recharger ses batteries sans l'aide de l'électricité
- Possède trois mois d'avance de prescriptions médicales

Niveau 4 : Peut survivre Un an en situation d'urgence

- Possède un garde-manger fourni pour les court et long terme
- Possède son propre jardin potager en production
- Possède des animaux de ferme pour la production de protéines (poulets, lapins...)
- Possède un stock conséquent de munitions (2000 cartouches et plus par arme)
- A des armes de remplacement en cas de perte ou de dommages
- A le moyen de produire des herbes médicinales en remplacement des médicaments habituels
- Possède un stock à long terme d'antibiotiques
- Possède un chien pour la surveillance de son lieu d'habitation

- Possède sa propre équipe de gardiennage/surveillance 24h/24 de sa propriété (nécessite 6 personnes adultes)
- Possède un site secondaire de stockage d'urgence à l'extérieur de nourriture, armes, et munitions (cache)
- Est prêt à quitter son lieu de vie avec un équipement complet si les conditions de sécurité se dégradent
- Est en mesure d'éduquer ses enfants à domicile

Niveau 5 : Peut survivre Indéfiniment après un événement apocalyptique ou un effondrement du système

- Possède un grand jardin potager en fonctionnement ou une petite ferme pour la production de nourriture
- Est capable de mettre en conserves et stocker une partie de la récolte pour l'année suivante
- Est capable de récolter ses graines pour les plantations de l'année suivante
- Est capable d'élever des générations multiples d'animaux (vaches, moutons, chevaux...)
- Possède des chevaux pour les déplacements locaux et sur longues distances
- Possède suffisamment de munitions pour une génération (10000 et plus par arme)
- Possède des pièces de rechanges pour ses armes et de nombreux chargeurs supplémentaires
- Est capable de produire son propre carburant (bio-diesel, alcool)
- Possède une installation solaire entièrement opérationnelle et des batteries de stockage de l'énergie
- Possède sur place des ressources naturelles en eau pour les besoins de la maison et ceux de la ferme
- Possède un travail à domicile qui lui procure des revenus
- Est capable de construire de nouveaux bâtiments et de faire toutes les réparations nécessaires à ceux existants

- Est capable de réserver une partie de sa production aux œuvres de charité
- Possède une résidence secondaire (par exemple une maison de montagne) pour une évacuation en cas d'urgence
- Est préparé pour des opérations chirurgicales mineures et la mise au monde des enfants à domicile
- Possède des barres d'or et d'argent pour le commerce et les échanges
- Est capable de fabriquer ses propres vêtements (rouet pour la laine et le coton et métier à tisser)

A quel niveau êtes-vous ?

'La France pourrait être mise sous tutelle, comme la Grèce ou le Portugal'

par Audrey Duperron · 10 sept. 2014 [Express.be](#)



Le gouvernement français doit annoncer aujourd'hui les orientations qu'il a choisies pour sa politique fiscale pour 2015. Si le pays veut éviter le sort de la Grèce, il n'a pas d'autre choix que de trouver plus de 25 milliards d'euros d'économies et d'augmenter les impôts, écrit l'économiste Jacques Attali, ancien conseiller de l'ancien président français François Mitterrand, [sur son blog](#) :

S'il ne le fait pas, la France sera, avec l'Italie, le seul pays d'Europe refusant de se réformer. Le seul pays en route vers la faillite et la

ruine de ses habitants. Le seul pays traité, à juste titre, par ses partenaires européens, de « cigale prétentieuse », de lâche inconscient, de fossoyeur de l'Union. Celle-ci pourrait (devrait, même, en application des traités) mettre notre pays sous tutelle et envoyer ses représentants afin d'établir le budget à notre place, comme ce fut le cas en Grèce ou au Portugal. Exactement comme on traite une personne incapable de gérer ses finances. »

Jacques Attali : “Nous ne sommes pas loin de la Révolution”

lundi 8 septembre 2014

Extraits de l'émission Ce Soir ou Jamais du 05/09/14 avec Jacques Attali et Étienne Chouard.



“La France n’a plus de direction depuis 20 ans, les dirigeants politiques passent leur temps à essayer de durer. Ça peut tenir un certain temps parce que la France est un pays riche mais là on arrive au bout. [...] Je pense que nous ne sommes pas loin de la Révolution, il y a un sentiment de rage contre la politique, gauche et droite confondues.” – Jacques Attali

Les chiffres qui vont sortir vont montrer que l’Allemagne va très mal, qu’elle est menacée.” – Jacques Attali

L’État a de moins en moins de pouvoir et ça sera comme cela dans l’avenir. Sauf si nous sommes capables, comme je le prône, de faire

un État à la taille du Monde, c'est-à-dire un État européen. Ça viendra dans un siècle ou ça ne viendra jamais et si ça ne vient jamais on reviendra à un État type Corée du Nord comme certains peuvent le rêver.” – Jacques Attali

Mais où sont donc les voitures volantes que l'on nous promettait?

par Arnaud Lefebvre · 09 sept. 2014 Express.be



L'homme rêve de voitures volantes depuis que le pionnier de l'aviation américaine, Glenn Curtiss, a présenté dans la deuxième moitié du siècle passé son prototype d'autoplane. Pendant des décennies, la science-fiction a imaginé un futur où les hommes voleraient dans des appareils de transport aérien individuels.

Cependant, les différents essais de plusieurs inventeurs et concepteurs n'ont **toujours pas pu amener une réelle percée dans ce domaine**, écrit Stuart Brown, spécialiste des technologies auprès du journal américain The New-York Times. Il y a, selon lui, deux grands obstacles à l'introduction de

voitures volantes. Le premier est la conception de celles-ci. « En général, l'idée que vous pourriez utiliser un avion à titre de voiture n'est tout simplement pas réaliste ». En outre, la réglementation gouvernementale rend également peu réalisable leur introduction.

Selon Stuart Brown, il n'est pas réaliste d'assembler **la technologie des avions et des voitures**. « Les tentatives dans ce sens aboutiront plus que vraisemblablement toujours à un concept qui fournira aussi bien un avion raté qu'une mauvaise voiture. Derrière les avions et les voitures se cachent en effet des philosophies totalement différentes ».

« Le poids, le confort et la sécurité entre autres doivent être abordés de manière tout à fait différente dans les deux concepts. Une combinaison de ces diverses exigences conduira plus que certainement à une série de compromis qui rend presque impossible **en pratique la réalisation de la voiture volante** ».

« En outre, il faut tenir compte aussi **de la réglementation appliquée par les autorités** », ajoute Brown. « Aux Etats-Unis, la Federal Aviation Regulation exige notamment une certification qui atteste que le concept de l'engin présente les garanties de sécurité et de navigabilité ».

« Une certification de la production est également obligatoire. Cette dernière doit attester le fait que le constructeur respecte des normes rigoureuses de qualité et qu'il est autorisé à construire plusieurs avions identiques au prototype agréé ».

« Dix ans peuvent parfois être nécessaires pour que toutes ces formalités d'approbation soient remplies pour un nouvel avion. Et il faut une fois de plus **respecter les prescriptions** du Ministère des Transports et de la Sécurité du Trafic des Etats-Unis ».

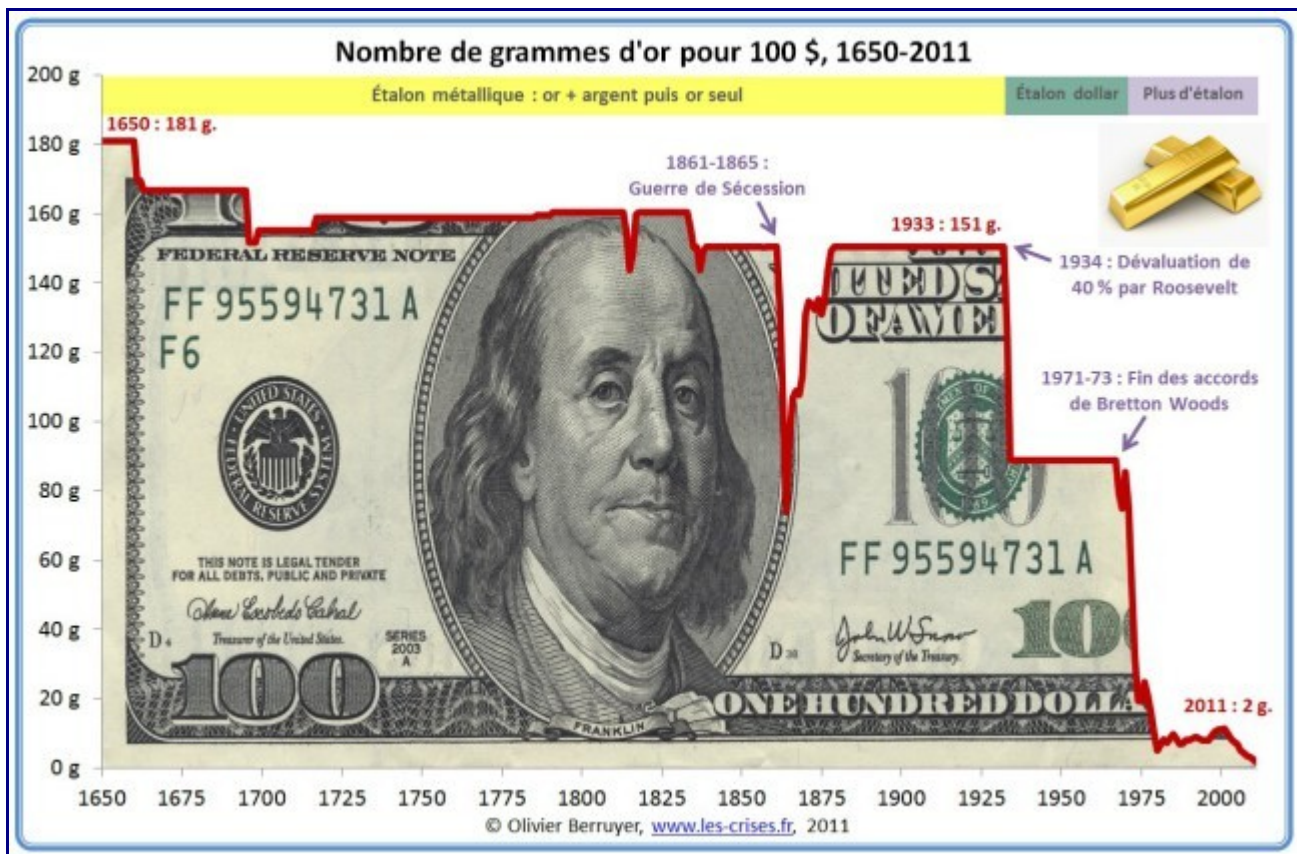
Brown ajoute cependant qu'il n'y a aucune véritable raison pour laquelle **le rêve de l'auto volante soit définitivement enterré**. Il fait référence notamment aux projets élaborés par la firme américaine Terrafugia et par l'entreprise slovaque Aeromobil qui cherchent à trouver une réponse aux difficultés technologiques qui entravent la réalisation du concept.

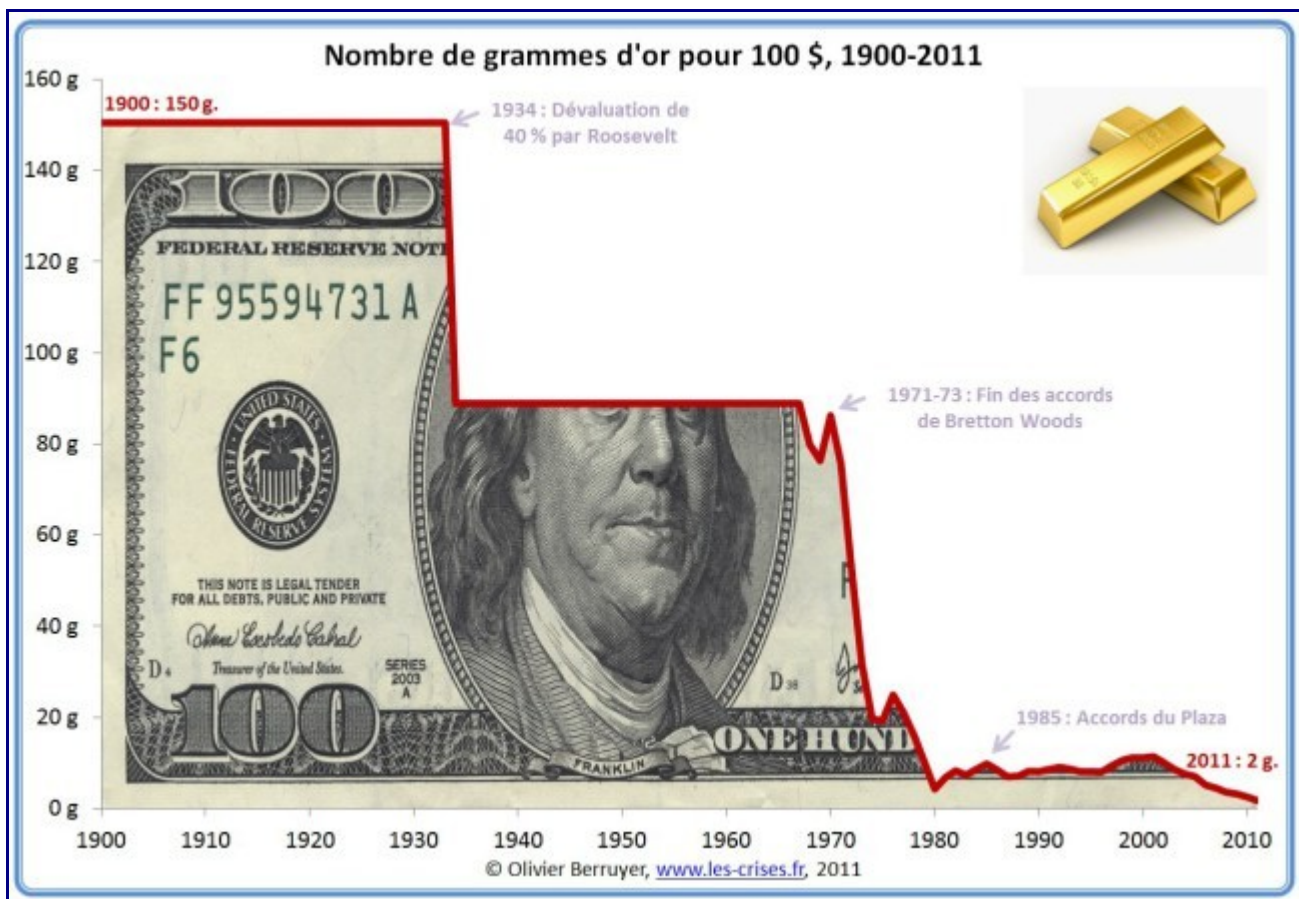
« De plus, la Federal Aviation Administration travaille à de nouvelles technologies qui faciliteraient la coordination du trafic dans des couloirs aériens pour des groupes importants de petits avions » affirme-t-il. « Cela

pourrait faire disparaître un sérieux obstacle à la création d'un transport aérien individuel ».

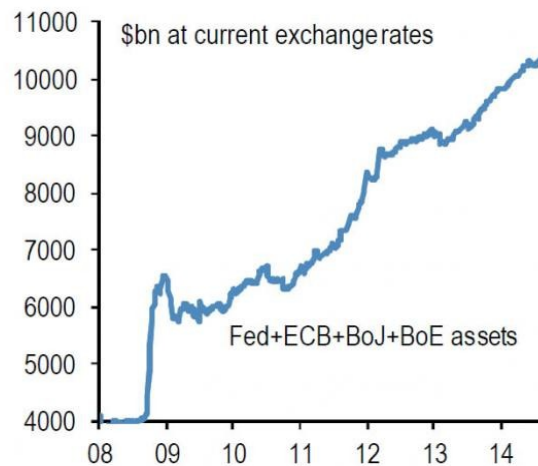
Comment fonctionne la monnaie ? Les conséquences de la monnaie fiduciaire

Blog de la résistance et GoldBroker.com , 09 septembre 2014





Je rappelle ces graphiques (ci dessus) sur l'effondrement du pouvoir d'achat du dollar et des monnaies fiduciaires en général, et celui ci (ci dessous) d'hier :



Actifs (bilan) cumulés de la FED, de la BCE, de la Banque d'Angleterre et de celle du Japon, évolution en milliards \$ (constants)

Que dire de plus ?? A un moment ça va craquer ... Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance

===

Pour Matterhorn Asset Management, le journaliste financier Lars Schall a interviewé le dr. Philipp Bagus, professeur d'économie à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid. Philipp Bagus explique les raisons pour lesquelles il croit que la crise financière est liée à la façon dont la monnaie fonctionne, et il se demande si un système de monnaie fiduciaire est voué à s'autodétruire avec le temps. Selon lui : « Le contrôle de la monnaie devrait être rendu aux peuples. Nous devrions être en mesure de choisir le moyen d'échange que nous trouvons le plus adéquat. »

Lars Schall : Philipp, merci de prendre le temps de nous parler aujourd'hui. Je commencerais en vous demandant : pourquoi pensez-vous que la crise financière est liée à la façon dont la monnaie fonctionne ?

Philipp Bagus : Merci, Lars. Pour répondre simplement, nous avons un système de réserve fractionnaire avec la monnaie fiduciaire actuelle. Les banques peuvent créer de la monnaie à partir de rien et la prêter. L'expansion du crédit mène à de mauvais investissements. On ment aux investisseurs sur le montant de l'épargne réelle disponible pour investir. Ils entreprennent plus de projets d'investissement qu'il n'est possible de le faire avec l'épargne disponible. Ils n'entreprennent pas ces projets parce que les gens ont économisé plus, mais bien parce que de la nouvelle monnaie a été créée. De plus, la possibilité pour les banques centrales de créer de la monnaie fiduciaire pour soutenir certaines institutions financières a eu pour effet d'amplifier les effets négatifs du système bancaire fractionnaire, en encourageant l'aléa moral. Quand les mauvais investissements deviennent évidents, tôt ou tard, la récession s'installe, et les erreurs sont corrigées. Cette période d'ajustement a débuté en 2008, mais les banques centrales et les gouvernements l'ont empêché...

L.S. : Pourquoi ne discute-t-on pas plus du système monétaire dans les universités ?

P.B. : Plusieurs économistes ne se penchent que sur les symptômes et essaient de trouver des solutions aux problèmes les plus évidents. Ils ne discutent jamais du système monétaire en soi : Est-ce que ce système est le plus

approprié pour créer de la richesse ? Est-ce un système juste ? Est-ce que le système bancaire fractionnaire ou la monnaie fiduciaire augmentent le bien-être ?

Ce qui pourrait expliquer que cette question, si fondamentale, soit si peu abordée a sans doute à voir avec les principaux bénéficiaires du présent système, soit ceux qui font partie du système bancaire et les gouvernements. La plupart des professeurs sont employés par le gouvernement. Ils sont payés par les plus grands bénéficiaires de la monnaie fiduciaire. De plus, la plupart des articles de presse sur la politique monétaire sont écrits par des économistes de la banque centrale ou sont publiés dans des journaux financés par les banques centrales. Il n'est donc pas surprenant que ces banquiers ne questionnent pas le bien-fondé de leurs institutions, mais qu'ils cherchent plutôt à trouver des moyens encore plus efficaces de planifier centralement le système monétaire.

L.S. : Comment la monnaie est-elle créée, et qui la crée ?

P.B. : La monnaie de base est créée par les banques centrales lorsqu'elles achètent des actifs ou prêtent aux banques. Et, en plus, les banques peuvent créer de parfaits substituts de monnaie, sous la forme de dépôts à vue, tout en détenant seulement des réserves fractionnaires.

L.S. : Comment ça « marche », la monnaie, et quelles conséquences à long terme a-t-elle sur les marchés, l'économie et la société ? Qu'est-ce qui ne va pas, selon vous ?

P.B. : Notre monnaie fiduciaire immatérielle peut être créée à pratiquement aucun coût. Elle est émise par les banques centrales, sous privilège gouvernemental, et devient un système de franchise utilisé aussi bien par les banques privées que publiques. Il est difficile de résister à la possibilité de créer de la monnaie à partir de rien. Cela assure une offre de monnaie en augmentation constante et une hausse des prix sur le long terme. Avec une inflation de seulement 2% par an – un taux suivant lequel la BCE jugerait que la stabilité des prix est atteinte – le pouvoir d'achat de la monnaie baisse de moitié en vingt ans.

Les conséquences d'un tel monde de monnaie fiduciaire sont les suivantes :

Cela n'a pas de sens d'économiser afin d'acheter plus tard des actifs tels que des maisons, comme nos ancêtres le faisaient, au 19ème siècle. Au contraire, il est plus avantageux de s'endetter pour acheter une maison et de payer le prêt plus tard avec une monnaie qui perd constamment de son pouvoir d'achat.

Dans un monde de monnaie fiduciaire, il est logique de s'endetter tôt dans la vie et d'acquérir des actifs en vue de profiter de l'inflation des prix. La même chose est vraie pour les entreprises : l'effet de levier devient plus important. Le surendettement et de hauts effets de levier sont les conséquences directes de la monnaie fiduciaire. Les gens n'économiseront plus en monnaie, mais investiront, à travers des intermédiaires, dans des actifs dont le prix grimpe avec l'inflation, tels que les actions. Les intermédiaires, c'est-à-dire les marchés financiers, bénéficient donc grandement de ce système de monnaie fiduciaire. En effet, les marchés financiers ont connu une croissance beaucoup plus rapide que l'économie réelle lors des 40 dernières années. Le pourcentage des marchés financiers dans le PIB n'a cessé de croître, tout comme les bonus des banquiers.

L'effet de levier des entreprises et des banques, dans une économie croulant sous les dettes, signifie aussi que le système économique devient plus fragile, instable. Si un débiteur fait faillite, cela mène à des pertes pour ses créiteurs, ce qui risque de les mener également à la faillite, et ainsi de suite. Comme tout le monde est plein de dettes et utilise l'effet de levier, une spirale de dette pourrait faire mal à beaucoup d'entreprises. Le système est si fragile qu'il n'est jamais dans l'intérêt à court terme de personne de le transformer. C'est peut-être là l'effet le plus pervers de la monnaie fiduciaire.

Comme tout le monde s'endette et investit, via les marchés financiers, dans des entreprises à haut effet de levier, ou est employé par une entreprise qui dépend de la création monétaire, ou a des revenus provenant du gouvernement, dont les opérations dépendent aussi de la création monétaire, personne n'a intérêt, sur le court terme, à transformer le système, car si une monnaie-marchandise était introduite, comme l'étalon or, tous les montages avec trop d'effet de levier, trop d'endettement, s'effondreraient. Il y aurait de nombreuses faillites. Cela entraînerait un nettoyage ponctuel qui permettrait une croissance forte et soutenable par la suite.

Ce nettoyage en profondeur réduirait la taille des marchés financiers, des

gouvernements et industries qui dépendent de la création de nouvelle monnaie. Un nouveau système monétaire, meilleur, et dans l'intérêt de la plupart des gens sur le long terme verrait le jour. Mais encore, sur le court terme, il pourrait y avoir certaines pertes violentes et l'effet de nettoyage pourrait être déplaisant.

C'est la raison pour laquelle il est si difficile de changer ou transformer le système.

L.S. : Quand il est question de monnaie, ne confondons-nous pas souvent les causes et les effets ?

P.B. : Les économistes et le public, en général, ont commencé à définir l'inflation comme une perte du pouvoir d'achat de la monnaie, i.e. une hausse des prix dans une monnaie. Mais avant le 20ème siècle, on définissait l'inflation en tant qu'augmentation de la masse monétaire. Définir l'inflation comme une hausse des prix peut mener à confondre la cause et l'effet.

L'inflation des prix n'est peut-être qu'un symptôme de la cause sous-jacente. C'est comme avoir la grippe et dire que la fièvre de 39° est la cause de cette grippe. Mais la fièvre n'est que le symptôme. Elle est causée par un virus. C'est la même chose avec la monnaie. Quand l'offre de monnaie augmente, les prix en monnaie seront plus hauts que ce qu'ils auraient été autrement. C'est l'augmentation de l'offre de monnaie qui fait grimper les prix. Cette hausse des prix n'est qu'un symptôme de la cause sous-jacente.

Il est donc préférable de définir l'inflation en tant qu'augmentation de l'offre de monnaie. En définissant l'inflation comme un des effets de l'augmentation de la masse monétaire, l'attention est dirigée vers le symptôme, et s'éloigne de la cause. Donc, il est dans l'intérêt des responsables de l'inflation, comme les banques centrales, de porter l'attention sur la hausse des prix. En fait, ces banquiers se présentent comme des guerriers de l'inflation, alors que leur business principal consiste à augmenter l'offre de monnaie.

L.S. : Le système monétaire rend-il les gens plus matérialistes qu'il ne le faudrait ?

P.B. : Comme je l'ai expliqué avant, il existe une forte pression, avec notre

système, pour s'endetter le plus tôt possible et acquérir, par effet de levier, des actifs dont la valeur augmente avec l'inflation. Les gens n'ont pas le loisir d'attendre et d'économiser avant d'acquérir des actifs, parce que s'ils le font et économisent pendant vingt ans, la maison qu'ils veulent acquérir sera bien plus chère. Les gens, en s'endettant tôt, deviennent non seulement plus dépendants de leurs créiteurs, mais ils commencent aussi à vivre avec la pression de gagner de l'argent pour payer leurs dettes. Ils passeront moins de temps à faire du bénévolat, des activités spirituelles, prendront moins de congés, feront moins de longs voyages, auront moins de conversations profondes, et ainsi de suite. Et ceci, parce qu'à chaque minute que les gens ne gagnent pas d'argent, les prix continuent de grimper. Leur comportement serait différent dans un monde où les prix baisseraient doucement, constamment, comme ce serait probablement le cas sous un système monétaire naturel comme l'étalon or. Avec un tel système, vous disposeriez de tout le temps nécessaire pour acheter une maison, et vous n'auriez pas à vous endetter pour l'acquérir.

Pour faire court, dans un système de monnaie fiduciaire avec des prix constamment à la hausse, le travail rémunéré devient essentiel. Il devient plus important de gagner de l'argent rapidement, tôt. Les gens n'ont plus le loisir d'économiser des liquidités.

De plus, ils doivent devenir des experts des marchés financiers pour investir leurs économies afin que la valeur de ces économies augmente au moins au même rythme que les prix en général. Économiser en mettant de l'argent de côté ne suffit plus. Et, comme les gens doivent consacrer plus de temps à investir leurs économies, ils disposent de moins de temps pour d'autres activités.

Ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles les gens deviennent plus matérialistes dans un système monétaire fiduciaire que dans un système monétaire naturel.

L.S. : Croyez-vous que c'est logique que tout système monétaire fiduciaire s'autodétruit à la longue ? Et si oui, est-ce que l'échéance peut être retardée ?

P.B. : Dans notre système monétaire fiduciaire, il existe, comme nous

l'avons expliqué, de fortes pressions à l'endettement. Surtout pour ceux qui reçoivent la nouvelle monnaie en premier, comme les marchés financiers et les gouvernements.

Étant donné que les marchés financiers peuvent facilement être sauvés par l'émission d'argent neuf, les institutions financières utilisent à outrance l'effet de levier et prennent des risques.

Dans un système fiduciaire, les marchés financiers sont fragiles et les gouvernements sont surendettés. Les gouvernements préfèrent financer leurs dépenses par de la dette plutôt que par des impôts impopulaires. Les ménages aussi s'endettent. Lorsqu'une crise frappe, la pression de la banque centrale devient énorme pour sauver les ménages surendettés, les marchés financiers et les gouvernements via l'émission additionnelle de monnaie. C'est ce qui est arrivé en 2007/2008. Mais ce *bailout*, à son tour, engendre de l'aléa moral et encore plus de dette.

En effet, les gouvernements sont aujourd'hui plus endettés que jamais et les taux d'intérêt sont au plus bas. Les banques centrales ne peuvent remonter les taux d'intérêt à des niveaux normaux sans causer la faillite d'agents surendettés, comme les gouvernements, qui pourraient à leur tour déclencher une spirale de faillites.

Pour faire court, le système monétaire fiduciaire cause le surendettement, qui force les banques centrales à émettre plus de monnaie, qui engendre le surendettement et l'aléa moral et plus d'impression monétaire... et ainsi de suite.

Cette chaîne d'événements se termine logiquement par l'hyperinflation, mais les gouvernements ont plusieurs options pour retarder le dénouement. La principale est de réduire le surendettement des gouvernements par des taxes, des ponctions de capitaux, et d'améliorer la stabilité du système bancaire avec des *bail-ins*. Une autre option plus radicale consisterait à faire une réforme des devises qui réduirait la dette et les économies de, disons, 1/10. Une réforme des devises serait une sorte de remise à zéro du système... qui pourrait reprendre sa dynamique perverse à nouveau. Toutes ces mesures pour retarder l'échéance impliquent, bien sûr, une redistribution massive, surtout des épargnants vers les créanciers, en particulier le gouvernement.

L.S. : Qui sont les plus grands bénéficiaires du présent système monétaire, et pourquoi ?

P.B. : Quand de la nouvelle monnaie est émise, les premiers en ligne pour la recevoir en bénéficient au détriment des derniers. Les premiers en ligne peuvent toujours acheter aux anciens bas prix. Et ensuite, les prix se mettent à grimper pendant que cette nouvelle monnaie se répand dans l'économie. Quand les derniers reçoivent cette nouvelle monnaie, les prix ont déjà grimpé. Pendant ce temps, ces derniers voient que les prix de l'essence, de la nourriture et de l'énergie grimpent, tandis que leurs revenus stagnent toujours. Alors il y a une redistribution immense en faveur des privilégiés, tôt dans le processus. Les premiers bénéficiaires en sont les institutions émettrices elles-mêmes, les banques centrales, puis les banques commerciales, publiques et privées.

L.S. : Pourquoi la monnaie nouvellement créée coule-t-elle surtout vers certains secteurs de l'économie, et quels sont ces secteurs ?

P.B. : Le secteur gouvernemental est un des premiers secteurs vers lequel se répand cette nouvelle monnaie. Le gouvernement détient le pouvoir de taxer, réglementer, et même de sauver les banques. Il est donc logique que les banques créent de l'argent neuf pour financer le gouvernement qui, en retour, leur offre des privilèges légaux, sauvetages et ainsi de suite.

Mais il y a aussi d'autres secteurs qui en bénéficient. Afin d'obtenir un prêt d'argent neuf, il est nécessaire d'offrir, en collatéral, des obligations, des actions ou de l'immobilier. Une très grande part de cette nouvelle monnaie va à ceux qui peuvent fournir un tel collatéral, des gens déjà très riches ou des entreprises bien établies.

Cet argent neuf est également un apport de vitamines pour les marchés financiers, qui ont eu tendance à croître énormément, ces 100 dernières années, vu qu'il semble normal d'investir cet argent neuf dans les actions et les obligations, qui augmentent constamment en valeur, et de les utiliser comme collatéral pour des prêts additionnels et ainsi de suite. Les intermédiaires pour ces investissements, les marchés financiers, progressent de manière artificielle.

L.S. : Vos cibles principales sont l'État et les banques centrales; mais les banques privées ne créent-elles plus de monnaie que les États ?

P.B. : Les banques centrales produisent la monnaie de base en achetant des actifs du système bancaire ou en lui fournissant des prêts. Par la suite, le système bancaire, avec des banques publiques et privées, peut augmenter le crédit en produisant des dépôts à vue, qui constituent un parfait substitut de monnaie elles-mêmes. Donc vous avez raison : les banques commerciales peuvent aussi créer de la monnaie. Et il y a plusieurs de ces banques publiques qui peuvent en produire, comme la Cajas, en Espagne, ou la Sparkassen ou la Landesbanken, en Allemagne. Et, en passant, ce sont celles qui ont investi le plus dangereusement dans la crise financière.

De plus, les banques ont obtenu le privilège légal de l'État de détenir des réserves fractionnaires. Les principes légaux exigent de détenir 100% en réserve pour les dépôts, et cela est valable pour toute personne ou individu aujourd'hui. Si je dépose de l'argent chez vous, je dois pouvoir le récupérer à 100%... sauf si vous possédez une licence bancaire. C'est un privilège légal.

Les banques peuvent aussi être sauvées par le gouvernement, si elles sont assez grosses. Les profits sont privatisés, tandis que les pertes sont socialisées. Est-ce que les banques sont vraiment privées aujourd'hui ? Privées dans quel sens ? Les banques détiennent de nombreuses obligations du gouvernement qui sont implicitement garanties par celui-ci. Nous pouvons voir le système bancaire en tant que secteur gouvernemental. Le système bancaire ne pourrait pas créer de la monnaie si le gouvernement ne lui donnait pas ce privilège.

L.S. : Que proposeriez-vous pour remplacer le système actuel ?

P.B. : Un système de libre marché. Le contrôle de notre monnaie devrait être rendu aux gens. Nous devrions être en mesure de choisir le moyen d'échange le plus adéquat. Une monnaie impliquant de l'or ou de l'argent constituerait une alternative de libre marché. Il ne devrait pas exister de privilèges, ce qui impliquerait que les banques détiennent 100% de réserves pour leurs prêts.

L.S. : D'où devrait venir le mouvement pour changer cela ?

P.B. : De la société civile. Quand les gens commenceront à comprendre les conséquences perverses du présent système monétaire, comme les crises financières, l'érosion sociale et morale, ainsi qu'une redistribution qui favorise les marchés financiers, les super-riches et les gouvernements, ils se révolteront. Pour cette raison, j'ai écrit, avec Andreas Marquart, *Warum andere auf ihre Kosten immer reicher werden...* (Pourquoi les autres s'enrichissent à vos dépens...). Le livre explique les problèmes dans un langage accessible à tous. Quand les gens commencent à comprendre, il y a de l'espoir... surtout que les prochaines crises financières ou les prochains krachs peuvent être l'occasion d'un changement.

L.S. : Entrevoyez-vous une réforme des devises, une remise à zéro du système monétaire international ?

P.B. : Une réforme monétaire constituerait une option pour remettre à zéro le système monétaire en douceur, sans krach ou hyperinflation. Une telle réforme pourrait impliquer la réduction de certaines dettes et économies monétaires, par décret, ainsi qu'une confiscation de tous profits résultant de ladite réforme. Quelque chose de similaire fut tentée en Allemagne après la Deuxième Guerre. Une telle réforme pourrait aussi impliquer la centralisation de l'émission de monnaie, afin d'améliorer la confiance dans le système.

L.S. : Est-ce que l'or fera un retour dans la sphère monétaire ?

P.B. : C'est une possibilité. Lorsque la confiance dans les devises fiduciaires s'effondrera ou sera sur le point de le faire, les gouvernements voudront peut-être jouer la carte de l'or pour redorer le blason de leurs devises et prévenir un krach ou l'hyperinflation. Les devises adossées à l'or reviendront à l'honneur grâce à l'entreprise privée, surtout quand l'inflation des prix commencera à s'envoler.

L.S. : Vous enseignez à une université espagnole... quel regard portez-vous sur la crise en Espagne, par rapport à ce dont nous avons parlé dans cette interview ?

P.B. : En Espagne, nous avons connu plusieurs bulles causées par l'expansion

du crédit rendue possible par la politique extrêmement laxiste de la BCE au début des années 2000. Nous avons connu une bulle immobilière avec plus de 80,000 unités construites annuellement, soit plus qu'en France et en Allemagne réunies. Cela a engendré une bulle dans le secteur bancaire. Les banques qui ont financé la bulle immobilière ont réalisé de gros profits et ont pris de l'expansion. Il y avait une succursale bancaire à tous les coins de rue à Madrid. Les revenus du gouvernement ont également augmenté, grâce aux profits des secteurs immobilier et bancaire. Les dépenses gouvernementales, surtout pour les programmes sociaux, ont explosé. Ce qui donna naissance à une bulle gouvernementale, financée par de la monnaie facilement obtenue.

La première bulle à exploser a été celle de l'immobilier; la bulle bancaire grossit toujours, avec les banques financées artificiellement par la BCE ou tenues à flot par l'argent des contribuables. La dernière bulle toujours intacte est celle du gouvernement. Les politiciens refusent de la crever. Ils ne réduisent pas les dépenses gouvernementales, malgré que les revenus se soient effondrés après la fin du boom immobilier. Au contraire, les politiciens espagnols augmentent les taxes ou financent leurs projets en créant plus de dette, ce qui est rendu possible par la politique accommodante de la BCE et par le soutien implicite des contribuables allemands pour les dettes de la Zone euro. Il est facile de comprendre que cette situation est intenable.

L.S. : Une dernière question : Comment vous préparez-vous, personnellement, dans un environnement financier qui se détériore ?

P.B. : J'essaie de détenir une partie de mes actifs sous une forme difficilement imposable, ou qui peut difficilement être confisquée par les gouvernements. Je pense aussi qu'investir dans l'éducation de vos enfants constitue une bonne façon de prévenir les pertes et de fuir les plans de confiscation des gouvernements.

Le dr. Philipp Bagus, d'origine allemande, est professeur d'économie à l'Universidad Rey Juan Carlos, à Madrid. Son travail est focalisé sur les théories monétaires et les cycles commerciaux. Ses articles sont publiés à travers le monde, dans le Journal of Business Ethics, l'Independant Review, l'American Journal of Economics and Sociology. Il a écrit, en collaboration

aves Andreas Marquart, le livre Warum Andere auf ihre Kosten immer reicher weden... und weich Rolle der Staat une suser Papiergel dabei spielen (Pourquoi les autres s'enrichissent à vos dépens... et quel rôle l'État et la monnaie papier y jouent).

Source: [Goldswitzerland](#)

<https://www.goldbroker.com/fr/actualites/comment-fonctionne-monnaie-consequences-systeme-monetaire-fiduciaire-571>